

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

Envoyé en préfecture le 03/11/2023  
Reçu en préfecture le 03/11/2023  
Publié le  
ID : 976-229850003-20231016-DL1610230195-DE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du lundi 16 octobre 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 7  
Absent(s) : 3  
Nombres de votants : 23  
Votes pour : 23  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : jeudi 5 octobre 2023

**DELIBERATION N°DL\_CP2023\_0195**

**Relative au projet de décret relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les documents de planification et d'urbanisme.**

L'an deux mille vingt-trois, le seize octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux absents :**

Madame Nadjima SAID, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Hélène POLLOZEC

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu le rapport n°2023-001916 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la lettre de saisine du Préfet du 31 juillet 2023 ;
- Vu l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 09 octobre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,

### DÉCIDE

**Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les documents de planification et d'urbanisme ;

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 31 juillet 2023



Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental  
BP 101 - 97600 MAMOUDZOU

**Objet :** Projet de décret relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint la consultation sur le projet de décret relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols élaboré par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

**Cette consultation remplace celle transmise par le courrier n°22-012665-D du 10 juillet dernier, le texte du projet de décret ayant été modifié depuis afin de tenir compte des dispositions de la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023.**

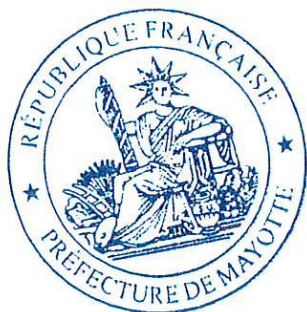
En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

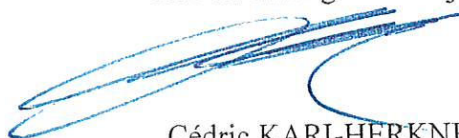
[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que le délai de réponse du conseil départemental est fixé à **1 mois**.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.



Le préfet de Mayotte  
pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général adjoint



Cédric KARI-HERKNER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et  
de la cohésion des territoires

Décret n° du  
relatif à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de  
l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols

NOR : TREL2315292D

*Publics concernés : Etat, Collectivités territoriales et leurs groupements, leurs établissements publics*

*Objet : mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les documents de planification et d'urbanisme*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Notice : La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a fixé l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années. Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme.*

*Pour la première tranche de dix années, le rythme de l'artificialisation des sols consiste à suivre la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF). Les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) doivent par ailleurs décliner leurs objectifs au niveau infrarégional (article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales). Pour la première tranche, ils sont déterminés afin de ne pas dépasser la moitié de la consommation de ces espaces par rapport à celle observée lors des dix années précédant la promulgation de la loi.*

*Le décret n° 2022-762 du 29 avril 2022 publié le 29 avril 2022 a précisé des modalités d'application pour l'intégration et la déclinaison des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols. Il a notamment détaillé les critères de territorialisation de la trajectoire et organisé la faculté de pouvoir mutualiser au niveau régional la consommation d'espaces ou l'artificialisation résultant de projets dits d'envergure nationale ou régionale.*

*Le présent projet ajuste et complète ces modalités pour mieux assurer la territorialisation des objectifs de sobriété foncière et l'équilibre entre le niveau d'intervention*



de la région d'une part, et d'autre part du bloc communal via les documents d'urbanisme. Il tient compte des évolutions apportées par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux.

En ce sens, dans le rapport d'objectifs du SRADDET, les critères à considérer sont renforcés en faisant, à l'instar de la loi, mention explicitement à la prise en compte des efforts passés, et en indiquant qu'il convient de tenir compte de certaines spécificités locales telles que les enjeux de communes littorales ou de montagne et plus particulièrement de ceux relevant des risques naturels prévisibles ou du recul du trait de côte.

Concernant les efforts passés déjà réalisés, pendant la première tranche de dix ans ils sont pris en compte à partir des données observées sur les dix ans précédant la promulgation de la loi Climat et résilience ou le cas échéant sur une période de vingt ans lorsque les données sont disponibles.

Par ailleurs, pour adopter une approche plus proportionnée et qualitative du rôle de la région vis-à-vis des documents infrarégionaux, le décret ne prévoit plus la fixation obligatoire d'une cible chiffrée d'artificialisation à l'échelle infrarégionale dans les règles générales du SRADDET. Toute règle prise pour contribuer à l'atteinte des objectifs dans ce domaine pourra toujours être déclinée entre les différentes parties du territoire régional identifiées par la région en tenant compte nécessairement des périmètres de schéma de cohérence territoriale (SCoT) existants, afin de ne pas méconnaître les compétences des échelons infrarégionaux.

La déclinaison territoriale doit permettre de garantir la surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers tant au niveau du SRADDET que du SCoT (nouvel article R. 141-7-1 du code de l'urbanisme). Elle doit également permettre de soutenir la capacité pour les territoires littoraux exposés au recul du trait de côte de mener des projets de recomposition spatiale en tenant compte des relocalisations rendues nécessaires par son évolution.

Le projet de décret adapte la faculté de mutualisation de la consommation ou de l'artificialisation emportée par certains projets à envergure régionale, qui feront l'objet d'une liste dans le fascicule des règles du schéma. Cette liste sera au moins transmise pour avis aux établissements publics de SCoT, aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents et aux communes ainsi qu'aux départements concernés par ces projets.

Au vu des objectifs généraux à atteindre dans le cadre de l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme, il convient de veiller plus particulièrement à l'équilibre entre la lutte contre l'artificialisation des sols et la préservation des espaces dédiés aux activités agricoles. Ainsi, compte tenu des enjeux portés à l'échelle de la région en matière d'agriculture durable et des structures agricoles, le projet de décret ajoute un critère de territorialisation pour le maintien et le développement des activités dans ce domaine.

Il prévoit aussi la possibilité de mettre en place une part réservée de l'artificialisation des sols pour des projets à venir de création ou d'extension de constructions ou d'installations nécessaires aux exploitations agricoles et ce notamment pour contribuer aux objectifs et orientations prévus dans les schémas directeurs régionaux des exploitations agricoles mentionnés à l'article L. 312-1 du code rural et de la pêche maritime. Chaque région pourra ainsi opter via son document de planification pour réserver par avance une enveloppe destinée à de tels projets et qui sera donc mobilisée en tant que de besoin pour la période qu'elle couvre. Ce mécanisme permet de mieux prendre en compte cet enjeu après 2031. Pour la première tranche de dix ans (2021-2031), les constructions ou installations à destination d'exploitation

*agricole qui sont réalisées dans les espaces agricoles ou naturelles n'emportent généralement pas de création ou d'extension d'espaces urbanisés et donc de consommation de ces espaces.*

*Le décret ajoute que les objectifs de lutte contre l'artificialisation ne peuvent constituer un frein à la réalisation de projets de construction ou installations liées aux exploitations agricoles et donc leur être directement opposables.*

*Enfin, il précise que les mesures mises en place pour les SRADDET sont également mobilisables en tant que de besoin pour la fixation et le suivi des objectifs dans le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF), les schémas d'aménagement régional (SAR) et le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC).*

**Références :** le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

**La Première ministre,**

Sur le rapport du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4424-9, L. 4433-7, L. 4251-1, R. 4251-3 et R. 4251-8-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 321-15 et L. 561-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 101-2, L. 101-2-1, L. 121-1, L. 121-22-2, L. 123-1 et L. 141-8 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 312-1 ;

Vu la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 2021-1404 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, notamment ses articles 191 et 194 ;

[Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, notamment son article 4 ;]

Vu l'avis de l'assemblée de Guyane en date du .... 2023 ;

Vu l'avis de l'assemblée de Martinique en date du ... 2023 ;

Vu l'avis du conseil régional de Guadeloupe en date du ... 2023 ;

Vu l'avis du conseil régional de La Réunion en date du ... 2023 ;

[Vu l'avis du conseil départemental de Guadeloupe en date du ... 2023 ;]

Vu l'avis du conseil départemental de La Réunion en date du ...2023 ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du ... 2023 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du [...] ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du [...] au [...] 2023, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

### Décète :

#### Article 1<sup>er</sup>

Le chapitre Ier du titre V du livre II du code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) est ainsi modifiée :

I. L'article R. 4251-3 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots « en considérant » sont insérés les mots « les efforts de réduction déjà réalisés ainsi que » ;

2° Le 3° est ainsi rédigé :

« 3° L'équilibre du territoire, en tenant compte des pôles urbains, du maillage des infrastructures et des enjeux de revitalisation et de désenclavement des territoires, notamment des communes rurales, ainsi que des particularités géographiques locales pour les communes littorales au sens du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de l'urbanisme et les zones de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ; »

3° Après le 4°, sont ajoutés un 5° et un 6° ainsi rédigés :

« 5° L'adaptation des territoires exposés à des risques naturels mentionnés à l'article L. 561-1 du code de l'environnement ou le cas échéant la recomposition des communes exposées au recul du trait de côte et figurant sur la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du même code ;

« 6° Les enjeux de maintien et de développement des activités agricoles, notamment de création ou d'adaptation d'exploitations. »

II. L'article R. 4251-8-1 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase est ainsi rédigée : « En matière de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols, la région peut définir des règles différenciées afin d'assurer la déclinaison des objectifs entre les différentes parties du territoire régional qu'elle a identifiées, le cas échéant en tenant compte du périmètre d'un ou de plusieurs schémas de cohérence territoriale. »

b) La seconde phrase est supprimée ;

2° Après le premier alinéa sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Cette déclinaison territoriale garantit la surface minimale de consommation communale d'espaces naturels, agricoles ou forestiers prévue au 3° bis du III de l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

« Lorsque la région comporte des territoires littoraux, cette déclinaison territoriale doit permettre de favoriser les projets de recomposition spatiale des communes exposées au recul du trait de côte et figurant sur la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement, pour réaliser les relocalisations nécessaires de constructions, d'ouvrages ou d'installations menacés par l'évolution du trait de côte. Elle tient compte des caractéristiques géographiques locales, notamment environnementales et paysagères, et doit être au moins proportionnée à la surface des terrains situés dans les espaces urbanisés des zones délimitées en application du 1° de l'article L. 121-22-2 du code de l'urbanisme et qui ont vocation à être renaturés pendant la tranche de dix ans en cours, avant leur disparition. »

3° Au deuxième alinéa, les mots « d'intérêt général majeur » et « nationale ou » sont supprimés.

4° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une part d'artificialisation des sols peut être réservée au niveau régional aux projets de construction ou d'extension de constructions ou installations nécessaires aux exploitations agricoles permettant de contribuer aux objectifs et orientations prévus dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles mentionné à l'article L. 312-1 du code rural et de la pêche maritime. »

III. Après l'article R. 4251-17, il est ajouté un article R. 4251-18 ainsi rédigé :

« Art. R. 4251-18. Dans le cadre d'une procédure d'évolution du schéma et le cas échéant avant que le projet ne soit arrêté par le conseil régional, la liste établie par la région en application de l'article R. 4251-8-1 est transmise pour avis, dès lors que le périmètre d'un projet y figurant se situe ou en tout partie sur leur territoire aux :

« a) Présidents des établissements publics mentionnés à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme ;

« b) Présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de plan local d'urbanisme mentionnés au premier alinéa de l'article L. 153-8 du code de l'urbanisme ;

« c) Maires ;

« d) Président du conseil départemental.

« L'avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai d'un mois. »



## Article 2

Après l'article R. 141-7 du code de l'urbanisme, il est inséré un article R. 141-7-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 141-7-1.- La déclinaison des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols par secteur géographique, pour les besoins liés au développement rural et à la revitalisation des zones rurales, garantit la surface minimale de consommation communale d'espaces naturels, agricoles ou forestiers prévue au 3° bis du III de l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Cette déclinaison tient compte des spécificités propres aux zones de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et aux communes littorales au sens de l'article L. 121-1 du présent code. »

## Article 3

Après l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme, il est ajouté un article R. 101-1-1 :

« Art. R. 101-1-1.- Afin de préserver les espaces affectés aux activités agricoles, la fixation des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols ne peut conduire à interdire toute construction ou installation nécessaires à une exploitation agricole sur l'ensemble du territoire de la commune, et leur atteinte ne peut constituer un motif de refus directement opposable à la réalisation de tels projets. Le changement de destination de ces bâtiments demeure soumis à autorisation d'urbanisme. »

## Article 4

Pour la première tranche de dix années prévue au III l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les efforts de réduction déjà réalisés mentionnés au premier alinéa de l'article R. 4251-3 du code général des collectivités territoriales sont pris en compte sur le territoire régional, ainsi que sur le périmètre d'un schéma de cohérence territorial, conformément aux dispositions mentionnées au 5° de l'article L. 141-8 du code de l'urbanisme, à partir des données observées sur les dix ans précédant la promulgation de la même loi ou le cas échéant sur une période de vingt ans lorsque les données sont disponibles.

## Article 5

Les dispositions prévues par les articles R. 4251-3 et R. 4251-8-1 du code général des collectivités territoriales pour la déclinaison territoriale des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols peuvent être appliquées aux documents de planification des régions qui sont prévus aux articles L. 4424-9 et L. 4433-7 du même code et à l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme, en fonction des caractéristiques spécifiques à ces documents et notamment en tenant compte des enjeux propres à ces territoires.

## Article 6

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de de la transition écologique et de la cohésion des territoires et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, est chargé des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :



Élisabeth BORNE

*Le ministre de la transition écologique  
et de la cohésion des territoires*

Christophe BECHU

*Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,*

Gérald DARMANIN

*Le ministre délégué auprès du  
ministre de l'intérieur et des outre-  
mer, chargé des outre-mer,*

Philippe VIGIER

## FICHE OUTRE-MER

**Texte :** Projet de décret relatif à la mise en oeuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols

Dans le cadre de la [loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets](#), dite « Climat et résilience », l'ensemble des documents régionaux de planification doivent intégrer une trajectoire permettant d'aboutir à l'absence de toute artificialisation nette des sols ainsi que, par tranches de dix années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. Pour la première tranche de dix ans (2021-2031), l'évaluation portera sur la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF).

Les régions d'Outre-Mer, couvertes par un schéma d'aménagement régional (SAR) n'ont pas de plafond chiffré dans la loi pour cette première période, (contrairement aux régions couvertes par un SRADDET qui doivent réduire de moitié la consommation d'espaces d'ici à 2031 par rapport à leur consommation constatée entre 2011 et 2021).

Dans le prolongement des travaux conduits par le Sénat et sous l'égide du ministre Christophe Béchu ces derniers mois, [la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux](#) prévoit diverses dispositions d'adaptation de la loi Climat et résilience de 2021 et des dispositifs ou outils renforcés pour faciliter l'atteinte des objectifs et plus particulièrement leur déclinaison territoriale.

Diverses mesures visent directement les territoires ultra-marins. Il est prévu une prorogation de neuf mois pour faire évoluer les SAR, soit d'ici novembre 2024, et une suppression du mécanisme de sanction en cas de retard dans l'évolution du SAR, qui consistait à appliquer un objectif de réduction de moins 50% au niveau infrarégional (article 1<sup>er</sup> de la proposition de loi). Il est par ailleurs prévu que la trajectoire « *tient compte des contraintes propres aux communes littorales, au sens de l'article L. 121-1 du code de l'urbanisme, soumises aux prescriptions particulières d'un schéma de mise en valeur de la mer, notamment en termes d'aménagement du territoire, de renouvellement urbain et d'insularité, de leurs besoins en terme de développement économique et de revitalisation des centres et des efforts déjà réalisés par ces communes.* » (article 5 de la même loi).

Dans ce cadre, et notamment à la suite de plusieurs étapes de discussions avec les associations nationales de collectivités et des parlementaires, un projet de décret a été préparé, en lien avec les enjeux portés par la proposition de loi, pour ajuster et compléter les modalités de la territorialisation des objectifs de sobriété foncière et mieux assurer l'équilibre entre le niveau d'intervention de la région d'une part, et d'autre part du bloc communal via les documents d'urbanisme.

Le présent projet de décret prévoit **une disposition particulière pour les schémas d'aménagement régionaux (SAR)** et plus particulièrement la déclinaison territoriale des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols.

Cette disposition est prise sur le fondement des articles [191](#) et [194](#) de la loi Climat et résilience ainsi que les articles [L. 4433-7](#) et [L. 4433-11-1](#) du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le SAR est un document stratégique d'aménagement élaboré en Martinique, Guadeloupe, Guyane, Mayotte et à La Réunion. Il se compose d'un rapport de présentation, de documents graphiques (à une échelle plus précise que ce qui est possible dans le SRADDET), d'une évaluation environnementale lorsqu'elle est requise et de trois chapitres individualisés : un chapitre individualisé valant schéma de mise en valeur de la mer, un chapitre individualisé pour les trames verte et bleue et un chapitre individualisé relatif à la stratégie du territoire en matière d'adaptation au changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air.

Le SAR tient lieu pour les secteurs qu'il détermine, de schéma de mise en valeur de la mer ([article L. 4433-](#)



7-2 du CGCT). Dans ce cas de figure, le SAR précise les règles générales d'un projet de territoire qui permet d'anticiper et de gérer les évolutions du trait de côte, portant notamment sur les mesures d'amélioration des connaissances, de préservation et de restauration des espaces naturels ainsi que de prévention et d'information des populations afin de déterminer les modalités d'un partage équilibré et durable de la ressource sédimentaire ([article L. 321-14 du code de l'environnement](#)).

L'article 5 du décret précise que les dispositions réglementaires prévues pour les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) en vue de fixer et de décliner les objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols peuvent être appliquées pour les SAR, et ce en fonction des caractéristiques qui leur sont spécifiques et notamment en tenant compte des enjeux propres aux territoires concernés<sup>1</sup>. Il s'agit donc d'une mesure de coordination et de clarification, nécessaire afin de garantir, dans ces territoires, la possibilité de pouvoir s'appuyer :

- D'une part, **sur la prise en compte des efforts passés et plus largement sur tout ou partie des critères de territorialisation** détaillés pour les SRADDET ([article R. 4251-3 du CGCT](#))<sup>2</sup>, qui sont complétés par le même projet de décret pour davantage tenir compte des enjeux des communes de montagne et/ou du littoral et de celles exposées à des risques naturels majeurs ou encore des enjeux en matière de développement des exploitations agricoles ;
- D'autre part, **sur la mise en œuvre de règles permettant à la fois de garantir une surface minimale pour les communes et une capacité de repli pour celles exposées au recul du trait de côte**, et de pouvoir **organiser une mutualisation au sein de l'enveloppe régionale** de projets d'aménagements, d'infrastructures et d'équipements publics ou d'activités économiques afin que la consommation ou l'artificialisation qu'ils emportent ne pèsent pas directement sur les enveloppes infrarégionales et en particulier pour les objectifs des communes d'accueil de ces projets ([article R. 4251-8-1 du CGCT](#)).

Cette mesure est cohérente avec ce qui est déjà rendu possible pour l'intégration de ces objectifs par le SAR, puisqu'il a vocation à définir les principes de l'aménagement de l'espace et détermine notamment la destination générale des différentes parties du territoire de la région. Par ailleurs, sa structure est formellement proche de celle des SRADDET (rapport d'objectif et fascicule de règles générales).

L'impact financier de cette mesure ne peut être évalué en tant que tel. Ce sont principalement les obligations prévues au niveau de la loi qui nécessitent une évolution des documents de planification régionale dans un calendrier déterminé, et qui créent déjà une charge en fonction des régions concernées et selon l'ampleur et l'étendue des adaptations ou modifications à apporter à leur document de planification.

Les démarches d'évolution des SAR ont désormais été entamées. Le décret vise à améliorer ces travaux en cours, notamment quant à la territorialisation des objectifs.

Pour faciliter l'analyse et le suivi de la consommation d'espaces naturels agricoles ou forestiers et de l'artificialisation des sols, l'Etat accompagne aussi les collectivités à travers la livraison de données et la mise en place d'outils numériques qui facilitent l'analyse des données fournies. Certains de ces outils permettront de disposer très rapidement de chiffres pour remplir les indicateurs mentionnés dans le décret. Cela facilitera d'autant l'évolution des SAR et le suivi des objectifs chiffrés.

<sup>1</sup> Il en sera de même pour l'Île-de-France via le schéma directeur de cette région (SDRIF) et pour la Corse via son plan d'aménagement et de développement (PADDUC).

<sup>2</sup> Il s'agit notamment de considérer les enjeux de préservation de la biodiversité, le potentiel foncier mobilisable, l'équilibre du territoire et notamment les enjeux de désenclavement rural, ou encore les dynamiques démographiques et économiques et les besoins locaux.